



LE POINT SUR LES NÉGOCIATIONS

Le 30 octobre 2016

Depuis janvier 2015, malgré vingt-trois rencontres, dont cinq accompagnées d'un médiateur, les représentants du Secrétariat du Conseil du trésor n'avaient montré aucune ouverture sérieuse, qualifiant même sèchement notre demande de réforme de notre régime de négociation de « non nécessaire ».

Les 11 et 12 octobre 2016, pas moins de 72% des membres de la Fonction publique et de l'Agence du revenu du Québec se sont déplacés pour voter à 84% un mandat de grève générale illimitée, lequel a été mis à exécution dès que possible. Préalablement, des demandes d'intercession de la part de plusieurs avocats et notaires ont permis de porter nos revendications directement auprès des dirigeants des ministères et organismes pour lesquels ils œuvrent.

Les activités de mobilisation de la dernière semaine ont permis de faire connaître au public nos revendications. Nous avons reçu l'appui de nos consœurs et confrères des autres juridictions canadiennes. Il est manifeste que les centaines de remises accordées seulement pour la première semaine de grève dans une panoplie de domaines ne sont pas sans conséquence, au surplus des nombreux projets suspendus dans l'attente d'avis juridiques, des nouvelles procédures qui ne peuvent être traitées et de celles qui ne peuvent être intentées, ainsi que des projets de lois qui ne pourront être déposés avant l'échéance pour se faire.

Grâce à notre détermination collective et l'ensemble de ces démarches, qui démontrent la forte volonté de notre groupe à négocier sérieusement nos demandes, des discussions informelles ont été relancées avec le cabinet ministériel du président du Conseil du trésor et ministre des Finances, Carlos J. Leitão.

Cette pression soutenue sera amplifiée par notre visite à l'Assemblée nationale prévue le mardi 1^{er} novembre. Il est encourageant que le gouvernement cherche à relancer sérieusement les négociations, mais nous exigeons des offres concrètes qui permettront de régler notre différend.



Les avocats et notaires
de l'État québécois